



TOSIKA FAMENO : un appui à 270.000 familles vulnérables en réponse au COVID-19

Un appui pour compléter les revenus des ménages vulnérables affectés par les effets du COVID-19, voilà l'essence première de *Tosika Fameno*. Lancé sur la base du Plan d'Urgence Social de l'Etat malagasy, le *Tosika Fameno* est un programme de transfert monétaire non conditionnel pour venir en aide aux familles dont les revenus sont perturbés par le confinement et celles qui sont le plus exposées à un risque d'insécurité alimentaire.

270.000 familles vulnérables dans les districts d'Antananarivo, de Toamasina, de Fianarantsoa et de Moramanga sont ainsi soutenues pour un montant de 100.000 ariary par ménage. Il est à souligner que les bénéficiaires de *Tosika Fameno* sont les familles, non les individus, qui sont représentées par un chef de ménage.

Les bénéficiaires sélectionnés selon des critères de vulnérabilité

Les familles bénéficiaires ont été sélectionnées sur la base des informations fournies par les chefs de ménage lors du préenregistrement c'est-à-dire de l'inscription. Cette sélection s'est faite en quelques étapes. D'abord, les ménages se sont auto-inscrits lors des sessions organisées au niveau de chaque fokontany. Plusieurs informations ont ainsi été récoltées et capitalisées dans une base de données unique. Elles concernent le profil du chef de ménage, la composition du ménage, l'état de santé des membres du ménage, la possession de biens durables, etc. Ensuite, les ménages ont été classés par ordre croissant selon un score de vulnérabilité. Enfin, la liste des ménages

bénéficiaires est arrêtée en fonction du niveau de score de vulnérabilité ainsi que des ressources financières disponibles.

Tosika Fameno, un programme multi acteurs

Le *Tosika Fameno* est un programme du Gouvernement malagasy, sous la coordination du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers : la Banque Mondiale par le biais du FID ; le PAM ; l'Union Européenne par le biais de deux consortiums (CARE/Action Contre la Faim et Humanité&Inclusion/Douleurs Sans Frontières/SOS Villages d'Enfants) ; le PNUD ; l'UNICEF ; et la Croix-Rouge Malagasy. Les communes bénéficiaires, quant à elles, assurent le leadership de la mise en œuvre des transferts. Les différents districts d'intervention ont été répartis entre ces différents partenaires. Particulièrement pour le FID, plus de 167.300 ménages sont bénéficiaires du *Tosika Fameno* répartis dans trois arrondissements de la commune urbaine d'Antananarivo, dans les districts d'Ambohidratrimo, d'Avaradrano, d'Atsimondrano, de Toamasina I, de Toamasina II, de Fianarantsoa I et de Lalangina.

Plus de 82.000 plaintes reçues

Tosika Fameno dispose d'un système de gestion de plaintes pour recueillir les doléances et les dénonciations en cas de corruption ou

¹ Tableau de Bord en date du 01/07/20

SOMMAIRE



Des enfants éveillés pour un développement harmonieux des familles et de la nation

p.2



Tosika Fameno nous a vraiment sauvé

p.2



La gouvernance citoyenne, 3 questions à Hajasoa Malala RAKOTONAIVO

p.3



Histoire : Si je n'avais pas continué, je serais déjà mariée

p.4



Vatsin'Ankohonana : Les transferts monétaires à Toliara II ont commencé

p.4

d'inégalités de traitement. 82.210 plaintes ont été enregistrées par le FID pour ses trois régions d'intervention à la date du 06 juillet 2020. Ce dispositif de plaintes est disponible via le site web du FID, son numéro vert ou les formulaires de plaintes au niveau des fokontany.

Des sensibilisations liées à la sauvegarde environnementale et sociale accompagnent également *Tosika Fameno* : respect des gestes barrières, corruption, violence basée sur le genre.

La deuxième phase en cours

Tosika Fameno continue. Pour le FID, sa deuxième phase a été lancée depuis le 20 juillet avec de nouveaux dispositifs pour éviter les attroupements lors des paiements. Sur la base des dénonciations reçues au cours de la première phase, la liste des bénéficiaires a ainsi été ajustée : des ménages sont sortis et de nouveaux ont été ajoutés. Le nombre de bénéficiaires reste toutefois limité par les ressources disponibles.



Directeur Général

Depuis plusieurs mois, le monde fait face à une situation difficile liée à la pandémie du COVID-19. Madagascar n'y fait pas exception. Afin de maîtriser la situation, les premières mesures liées à l'état d'urgence sanitaire ont été amorcées par le Gouvernement au mois de mars. Les effets de la crise sanitaire touchent et fragilisent alors différents secteurs. Pour soutenir les plus vulnérables, le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a lancé un programme de transfert monétaire non conditionnel « Tosika Fameno » dans le cadre de son Plan d'Urgence Social.

A travers le projet Filets Sociaux de Sécurité (FSS), le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) contribue à la mise en œuvre de Tosika Fameno. Son expertise pour les programmes de transfert monétaire ainsi que son rôle dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale à Madagascar expliquent son mandat dans le cadre de cette mission. L'implémentation de Tosika Fameno a figuré parmi les principales activités du FID au cours de ces derniers mois. Plus de 167.300 milles familles à Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa ont été ainsi soutenues dans le cadre du Tosika Fameno sous notre charge.

Parallèlement, malgré le contexte global, les autres activités continuent leur opérationnalisation. Dans les anciens districts d'intervention de Asa Avotra Mirindra, les travaux de la 8e intervention sont maintenant achevés si au niveau des nouveaux districts, le ciblage des bénéficiaires est actuellement en cours. Quant à Vatsin'Ankohonana et Fiavota, l'appui aux ménages bénéficiaires se poursuit, le paiement des transferts monétaires pour la période juin 2020 est en passe d'être finalisé.

Au-delà des défis, il est encourageant de constater que nos familles bénéficiaires entreprennent des efforts pour sortir de leur situation de vulnérabilité et que leur accompagnement porte ses fruits : des communautés plus résilientes et plus autonomes.

Jaona ANDRIANANTENAINA
Directeur Général • FID

Le Développement de la Petite Enfance : Des enfants éveillés pour un développement harmonieux des familles et de la nation



Le Développement de la Petite Enfance est l'un des dispositifs importants du projet FSS. Il s'agit d'un investissement majeur dans le capital humain afin de garantir le développement et l'épanouissement de l'enfant qui est un futur acteur social et économique de la nation.

En effet, avant la mise en place des programmes du FSS, il a été constaté que la vulnérabilité des ménages a affaibli le rapport harmonieux parents-enfant. Les parents pauvres, premiers dispensateurs des soins, n'ont pas pu assumer pleinement leurs rôles.

D'après les spécialistes, la carence des soins, physique et relationnelle, envers l'enfant jusqu'à sa huitième année, et particulièrement sur ses 1.000 premiers jours, peut nuire

gravement à son développement sur les quatre axes fondamentaux (physique et moteur, langage et communication, personnalité et socialisation, cognition).

Jusqu'à la fin de l'année 2019, 3.400 enfants ont pu bénéficier du DPE dans les 127 crèches pilotes¹.

« Avec les techniques d'éveil et de stimulation, apprises dans les espaces de bien-être, que nous avons adoptées, je constate que mon dernier enfant, âgé de 3 ans, est plus sensible à l'environnement, il est plus habile et son expression s'est améliorée » témoigne Célestine Nomenjanahary dans la commune de Betafo.

¹ Les crèches pilotes, mobiles ou fixes, sont installées dans les Espaces de bien-être ou le Espaces Productifs

Tosika Fameno nous a vraiment sauvé

Je suis veuve et mère de deux enfants. Je fais des travaux domestiques pour faire vivre ma famille. Avec le confinement, je n'ai plus de travail puisque les gens qui m'emploient font également face à des difficultés.

Tosika Fameno nous a vraiment sauvé, je vais ainsi utiliser l'argent pour acheter de quoi manger à la maison.

“

Tosika Fameno nous a vraiment sauvé, je vais ainsi utiliser l'argent pour acheter de quoi manger à la maison. ”



Ravo Estelle
Veuve

FID'Actus : Qu'est ce que la gouvernance citoyenne ?

Hajasoa Malala RAKOTONAIVO :

Ce qu'on entend par Gouvernance citoyenne c'est l'inclusion de chaque individu dans la conduite des affaires publiques. On invite ainsi tous les acteurs, gouvernés ou gouvernants, à y participer activement pour un mieux vivre ensemble et le progrès commun.

« La Gouvernance citoyenne a permis de créer des liens de confiance et d'engager la citoyenneté »

Dans les programmes mis en œuvre par le FID, la mise en place de la Gouvernance citoyenne, depuis 2014 a permis de tisser des liens de confiance et d'engager la citoyenneté des individus qui composent les communautés bénéficiaires. Les validations communautaires, les prises de décision participative, les réponses aux doléances, les partages des informations sont à la base de la réussite que nous connaissons à ce jour.

La Gouvernance citoyenne repose en fait sur quatre principes fondamentaux.

La **Transparence** pour laquelle l'accès à l'information devrait être facilité car les citoyens ont le droit de savoir et de connaître les informations sur une situation donnée. Nous utilisons pour cela les réunions publiques, les affichages, les panneaux de chantier ou encore le site web.

La **Redevabilité** implique le fait que chaque responsable devrait faire un compte rendu

ou un rapport de ses actions et l'exiger également des partenaires et prestataires de service.

L'Engagement citoyen est une interaction entre les citoyens et le gouvernement ou le secteur privé qui se manifeste par la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes et le mécanisme de suivi évaluation communautaire. Cette dernière est une opportunité pour les familles bénéficiaires de s'exprimer et de participer pleinement à la vie communautaire.

Et enfin la

Participation

Citoyenne consiste à accompagner et à intégrer les citoyens à des structures et à des actions organisées. Les communautés bénéficiaires prennent ainsi part aux assemblées générales (information, (planification, validation...) et aux actions communautaires.

FID'Actus : Quel est l'intérêt du mécanisme de Gestion des plaintes ?

H.M.R. : Tout d'abord c'est un mécanisme conçu pour recevoir, enquêter et répondre de manière systématique aux plaintes venant des communautés. C'est aussi un outil pour identifier, éviter, minimiser, gérer, réduire et, si besoin est, prendre en charge les faits ayant des impacts sociaux, humains et environnementaux et qui pourraient affecter la communauté, les acteurs, le projet et les actions du projet.



« Les ménages vulnérables ont renforcé leurs capacités à défendre leurs droits »

L'application du mécanisme a renforcé la capacité des ménages vulnérables à défendre leur droit, la communauté à traiter et résoudre localement leurs conflits. Par ce mécanisme, la redevabilité du Programme auprès des communautés bénéficiaires a encouragé l'engagement et la participation citoyenne. La pratique du mécanisme a assuré l'amélioration continue de la qualité d'intervention du FID et ses partenaires en tirant les leçons issues des plaintes reçues.

FID'Actus : Comment la communauté, peut-elle réellement suivre et évaluer les activités qui les concernent ?

H.M.R. : Nous avons ce qu'on appelle le « Mécanisme de suivi évaluation communautaire », c'est un outil d'évaluation des services rendus par les différents acteurs du programme. La communauté apprécie, mesure et analyse le changement local, visible à travers les ressources physiques, sociales et économiques. C'est un ensemble d'outils pratiques et simples pour améliorer la gestion quotidienne des activités communautaires mais aussi celles du FID et de ses partenaires sur le terrain.

En termes de chiffres,

Depuis le début du FSS, nous avons reçu 23 500 plaintes, concernant les programmes Asa Avotra Mirindra, Vatsin'Ankohonana et Fiavota et nous en avons traité 23 022. Nous avons réalisé 619 suivi-évaluations communautaires. Quant aux acteurs principaux, nous sommes actuellement huit cadres au niveau du FID et 4 136 membres locaux dans l'ensemble des comités de gestion des plaintes.



Si je n'avais pas continué, je serais déjà mariée

Je fréquente une école à Bezaha. Après avoir obtenu mon CEPE, j'ai été obligée, malheureusement, d'arrêter mes études car mes parents n'avaient plus les moyens pour payer ma scolarité. Grâce à « *Ndao hianatra* » ma mère a pu s'acquitter de mes frais pour une nouvelle année scolaire et j'étais si contente de pouvoir continuer.

J'invite donc mes paires à toujours continuer l'école car en étudiant on peut se cultiver bien sûr et ne pas penser au mariage précoce. Si je n'avais pas continué, je serais déjà mariée

“

Grâce à « Ndao hianatra » ma mère a pu s'acquitter de mes frais pour une nouvelle année scolaire ”



Karany, 17 ans

Feoandala - Atsimo Andrefana

Brèves

La première vague du Projet d'Appui à l'Education de Base (PAEB) en cours

Prévu pour une période de 36 mois, le PAEB vise la construction de 200 infrastructures scolaires équipées de mobiliers et de latrines selon le mode de gestion communautaire. Ces réalisations sont séquencées en deux vagues. La première vague, correspondant à la mise en place de 100 sites dans les CISCO de Vohibato, Ikalamavony, Manakara, Miandrivazo et Sakaraha, est actuellement en cours de mise en œuvre. Les FEEFI ou Farimbon'Ezaka ho Fahombiazan'ny Fampianarana Ifotony sont les comités communautaires chargés de gérer la réalisation de ces infrastructures. Les 100 FEEFI des sites d'intervention de cette première vague ont été formés en Gestion de base notamment en passation de marchés et en gestion financière. Les bureaux d'études qui seront en charge des contrôles et surveillances ont été identifiés et notifiés. Le démarrage effectif des travaux ne saurait plus tarder.

<http://www.fid.mg/paeb/>

Asa Avotra Mirindra, vers la neuvième intervention

Les travaux dans le cadre de la 8^e intervention des Filets Sociaux Productifs sont actuellement achevés dans les anciens districts du programme. Parallèlement, les espaces physiques, comprenant les crèches mobiles, les aires de jeu pour les enfants et l'espace pour l'éducation, ont commencé à être mis en place. L'accompagnement des bénéficiaires à travers les formations techniques se poursuit ainsi que les diverses sensibilisations sur la santé, la nutrition, l'hygiène... Les activités s'achèvent actuellement vers la préparation de la 9^e intervention. Quant aux deux nouveaux districts d'intervention, les ciblage vont bientôt être achevés.

<http://www.fid.mg/filets-sociaux-productifs-fsp/>

Vatsin'Ankohonana, les transferts monétaires à Toliara II ont commencé

Le paiement de deux transferts monétaires pour le développement humain à Toliara II, nouveau district d'intervention du programme, pour les périodes avril et juin 2020 ont été réalisés pour trois communes. Une autre vague de paiement correspondant à la période juin 2020 de quatre autres communes a aussi été effectuée dernièrement. 5 800 ménages bénéficient de ce programme dans ce district.

Par ailleurs, à Betafo, la collecte de données dans le cadre de la recertification des ménages bénéficiaires a été effectuée. Les résultats de la modélisation sont attendus

<http://www.fid.mg/le-transfert-monetaire-conditionnel/>

VU ailleurs



Photo : © Antoine Tempé

L'Afrique post-coronavirus : la vision sans concession de l'économiste Felwine Sarr

Il est l'un des intellectuels les plus importants du continent africain. Depuis le début de la pandémie de coronavirus, l'économiste et écrivain Felwine Sarr met son expertise au service du plan de résilience économique et social.

La crise du coronavirus est l'opportunité historique pour les Africains de ne plus se laisser traverser par l'Histoire, mais d'être des sujets de l'Histoire. Il nous explique pourquoi la catastrophe annoncée par de nombreuses instances internationales sur le continent n'a pas eu lieu. Pour lui, les représentations négatives sur l'Afrique sont si ancrées qu'une partie du monde ne prend même plus la peine de regarder la réalité et les faits. L'auteur d'"Afrotopia" appelle aussi à repenser les relations entre le continent et le reste du monde.

Sources : www.france24.com/ / information.tv5monde

Les activités mises en œuvre par le FID sont jusqu'à ce jour financées par des crédits ou dons contractés par l'Etat Malagasy avec l'Association Internationale pour le Développement (IDA), une filiale de la Banque Mondiale ainsi que d'autres partenaires. Les fonds sont rétrocédés par l'Etat au FID à travers un accord subsidiaire qui définit les modalités de leur utilisation tandis qu'un accord de projet lie le FID avec le bailleur de Fonds.